

Soudan : l'urgence oubliée - 1/1

Le Soudan, vaste pays au Nord-Est de l'Afrique avait tout pour réussir à sa naissance : la maîtrise des eaux du Nil, des richesses minières et une agriculture irriguée qui en fait le grenier des céréales des pays Arabes. Mais cet enfant gaté est en guerre contre lui-meme depuis son indépendance en 1956.

Situation dramatique malheureusement trop peu médiatisée à l'heure de la nouvelle croisade Américaine, à l'heure d'un monde paralysé par la peur de l'action.

27 millions de Soudanais vivent l'horreur au quotidien. La guerre a débuté en 1976, prendra fin en 1983, pour reprendre en 1996 jusqu'à nos jours. C'est un pays dévasté et tombé dans l'oubli.

Les raisons de cette guerre ? Toujours les mêmes, raisons économiques teintés de notion de religions. En effet, au Nord, l'Armée de libération du peuple Soudanais tente d'islamiser le Sud Chrétien et Animiste, mais a surtout cette volonté de s'emparer des sols gorgés de métaux précieux et de pétrole. Une guerre sans fin qui a réduit le pays à un de famine extrême.

40% de la population est privée d'eau et 80% d'eau potable. Au Soudan, un enfant sur 10 ne fête pas son cinquième anniversaire, et 60 à 80 % des Soudanais ont atteint le niveau de pauvreté absolue. Voilà le bilan effrayant d'un pays où l'homme a perdu sa dignité au profit des armées à l'abri grâce au détournement des marchandises venant des aides, et de pouvoirs internationaux pratiquant une politique à l'Autruche. Faut-il rappeler que le Soudan fut frappé par un embargo Américain en 1993, et ce pays qui, en 1980, recevait 800 millions de dollars en aide extérieure, a vu chuter celle-ci à 100 millions de dollars ?

Mais là n'est pas situé l'essentiel du problème. Le Soudan entre dans la lignée des pays communément et surtout joliment appelés "Pays en voie de développement", mais dont on ne fait rien pour aider au développement justement, trop préoccupé par nos intérêts économiques qui disparaîtront à l'issue de nouvelles entrées dans le commerce mondial.

Oui, une aide internationale annuelle existe. Oui, elle est nécessaire, mais à long terme, rien d'efficace n'en ressort, car c'est un gouffre sans fin quand il n'y a pas d'autonomie. Imposer un "cesser le feu" dans un pays en dérive, aider à l'autonomie, et faire en sorte à ce que la "Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen" ne soit pas mythique, ce devrait être ça aussi le devoir d'une puissance dans le monde.